

# FLN : SALAH GOUDJIL RÉVÈLE : «Belkhadem et moi avons convenu d'approfondir le dialogue»

**La session extraordinaire de Comité central du Front de libération national s'ouvre, aujourd'hui samedi, à l'hôtel Ryadh de Sidi Fredj à Alger. Une session qui marque officiellement la rentrée politique du parti majoritaire qui s'apprête à vivre une année particulièrement décisive.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Fin 2011 et, surtout le premier semestre 2012, interpelle l'ex-parti unique plus qu'aucun autre parti.

Le FLN que préside Abdelaziz Bouteflika est appelé, de par son rang de parti du président, à gagner les élections législatives de mai 2012 et les locales d'octobre de la même année. Cela y va de la crédibilité de Bouteflika lui-même qui est, statutairement et contrairement à ce que d'aucuns persistent à ne lui attribuer que la présidence honorifique, le président effectif du parti.

C'est, d'ailleurs, le cas depuis le congrès de l'après-putsch contre Benflis de 2005 baptisé «le 8<sup>e</sup> congrès rassembleur». Expressément, les statuts actuels du FLN octroient à Bouteflika la prérogative de convoquer le congrès du parti, ordinaire ou extraordinaire. De même que celle de présider — s'il le désire — les travaux du Comité central.

Le programme du parti ? C'est celui du président ! C'est également Bouteflika qui, en dernier ressort avalise les listes de candidatures du parti, aux élections législa-

tives notamment. C'est dire combien Bouteflika s'expose-t-il, sans «airbag» à la moindre consultation électorale affrontée par le FLN !

Politiquement, une défaite du FLN aux législatives sera un désaveu franc pour Bouteflika d'abord. Une perspective que ne permettraient certainement pas les cercles au pouvoir. Quitte à perpétuer, et de manière outrageuse, les traditions bien ancrées en matière de fraude électorale. Ce alors que Bouteflika s'était publiquement engagé le 15 avril puis le 2 mai dernier à garantir des élections législatives propres et régulières ! Or, et en l'état actuel des choses, il serait un miracle que le FLN puisse maintenir son leadership avec les effets conjugués d'une crise organique paralysante et d'un mouvement de redressement qui mène la vie dure à la direction nationale de Abdelaziz Belkhadem.

En début de l'été, la crise a atteint un stade tel que chaque sortie de Abdelaziz Belkhadem à l'intérieur du pays est systématiquement couronnée par des affrontements de rue entre les militants ! Pour perdre une élection, c'est assurément là le meilleur des



Salah Goudjil.

moyens ! Quelle issue pour les uns et les autres ? Il y a lieu de rappeler qu'une commission des sages, conduite par l'ancien secrétaire général, Boualem Benhamouda, est à pied d'œuvre depuis des semaines et tente d'éviter le pire pour le parti.

Benhamouda et ses trois compagnons (Mustapha Cherchali, Ahmed Sbaâ et Guezane Affane Djillali) ont d'ailleurs réussi à organiser deux rencontres, en tête-à-tête entre Abdelaziz Belkhadem et

le coordinateur national du mouvement des redresseurs, l'ancien ministre des Transports sous Chadli, Salah Goudjil. Ce dernier vient de rendre publique la lettre qu'il vient d'adresser à Belkhadem à la veille de la tenue de la session du CC. On y décèle un ton plus enclin à la conciliation.

«Partant des résultats des deux rencontres ayant réuni MM. Salah Goudjil et Abdelaziz Belkhadem, notamment la deuxième rencontre consacrée à l'examen profond de

la crise que vit le parti, rencontre qui a permis aux deux responsables de s'accorder à approfondir (certaines questions)» écrit Goudjil qui précise ces questions convenues «à approfondir» : assainissement du comité central, révision de l'opération de renouvellement des structures locales, la stratégie à mettre en place pour les prochaines élections, ainsi que la nécessité de revoir la «répartition des responsabilités entre les membres du BP».

Ces revendications incessantes des redresseurs ont été, jusque-là, à chaque fois rejetées par Belkhadem de manière catégorique. Accepter d'«en approfondir la discussion» peut alors être perçu comme une nette évolution. Fera-t-il finalement quelques concessions à Goudjil ? Comme par exemple accepter la proposition consistant en la mise en place d'une commission mixte approuvée par les deux responsables ? On aura un début de réponse dès aujourd'hui samedi à travers l'allocation d'ouverture des travaux du CC par Belkhadem.

Goudjil, en attendant, opte lui et son mouvement pour «l'abstention de participer à cette session» par souci «d'éviter plus de déchirement au sein des rangs du parti...». C'est dire qu'un accord n'est pas du tout à exclure pour les jours à venir.

K. A.

## Le FLN divisé

Avec la tenue de la session extraordinaire du comité central du FLN en cette fin du mois de juillet 2011, la tension est montée d'un cran. Alors que cette réunion devrait être normalement consacrée à l'examen des préparatifs des prochaines élections législatives, l'anxiété est à son summum.

Le travail des redresseurs a faussé toutes les prévisions. Leur stratégie semble avoir porté ses fruits. Ils ont réussi déjà à embrouiller les calculs d'un bureau politique qui depuis quelque temps cherche vainement un compromis conciliant. Il est peut-être trop tard. Le Mouvement de redressement et d'authenticité (MRA), aile dissidente du parti, est allé trop loin. Son combat, mené avec une certaine fermeté, s'est intensifié au fil du temps. Une grande partie de militants se sont solidarisés avec ce mouvement. Si beaucoup ne l'ont pas exprimé publiquement, ils montrent manifestement à chaque occasion une certaine sympathie à la ligne partisane défendue par ce mouvement dissident.

Cette solidarité, qui s'est manifestée souvent avec force dans toutes les wilayas du pays, s'est concrétisée par la constitution d'instances provisoires au niveau des structures de base du parti et même par l'organisation d'activités partisans.

Face à cette situation, les responsables «officiels» du FLN semblent être incommodés, désorientés et ne sachant plus quoi faire. Un autre parti aurait organisé et suscité des débats à grande échelle au

niveau des instances de base (assemblées générales) pour clarifier sa politique et relancer sa «machine». Ce désintérêt pour le débat interne, particulièrement au niveau de la base, traduit la frustration des dirigeants actuels, qui en l'absence de légitimité et craignant le discrédit et le rejet se contentent d'organiser quelques regroupements en choisissant pour cible des jeunes souvent peu réceptifs aux discours partisans. Leur objectif consiste, bien sûr, à tenter de se replacer et recoller les morceaux d'une ligne de conduite aventureuse. Ils ne peuvent aboutir qu'à des résultats contraires aux objectifs attendus parce qu'ils continuent à naviguer à vue faute d'utiliser des instruments fiables et des repères précis. Le risque de dériver devient exponentiel dans de telles conditions.

Le FLN, quoiqu'on dise, traverse des moments pénibles. Il fait face à une véritable crise. On pourrait toujours dire qu'il en a connu d'autres au cours de son évolution et dont il s'en est sorti toujours indemne. C'est dit-on parmi les «points forts» de cette organisation politique. Mais cette fois-ci, la sagesse est absente. Les passions se déchaînent et la crise semble prendre des dimensions imprévisibles. Le parti est en train de se diviser et en même temps de se fragiliser à l'approche des joutes électorales. Ce n'est plus une question de divergences de vue ou de sensibilités politiques déjà existantes. Il s'agit bel et bien de deux blocs qui s'affrontent publiquement. Ils en viennent aux mains à

chaque fois que l'occasion se présente. Il n'y a qu'à citer l'exemple des échauffourées qui viennent de se produire à la mouhafadha de Tébessa où on parle malheureusement de plusieurs personnes gravement atteintes.

On se retrouve en présence d'un FLN «officiel» avec son programme, son comité central et ses structures de base (mouhafadhas kasma) et un «néo-FLN» qui prépare sa conférence nationale, élabore sa plate-forme politique et dispose des ses propres structures de base. Chacun des blocs tend à faire prévaloir sa démarche sur le plan organique, ses propres propositions dans le cadre des consultations politiques et s'entête à vouloir présenter ses propres candidats aux futures élections législatives et municipales.

La bataille semble être bien engagée. Les qualificatifs commencent à foisonner. Les uns sont taxés de «militants des trottoirs», les autres sont qualifiés d'illégitimes et d'illégaux.

Se présentant en position de force, le FLN «officiel» tente à chaque fois que les possibilités lui sont offertes de minimiser la crise sans prendre le temps d'analyser les tenants et les aboutissants. Cette «politique de l'autruche» qui consiste à s'enfoncer la tête dans le sable pour ne plus rien voir du tout ne pourrait mener que vers une débâcle presque certaine. S'acharner à vouloir imposer une démarche visant prioritairement à maintenir le statu quo tout en proposant, tout simplement et pour la

énième fois, aux dirigeants du mouvement de redressement de rejoindre les rangs d'un comité central considéré comme ayant perdu toute légitimité, apparaît comme une manœuvre complètement dépassée dans l'état actuel des choses. Les conséquences d'une telle situation ne peuvent qu'amplifier la crise. Cependant, chercher une sortie honorable ne semble pas facile surtout lorsqu'il est pressant de le faire.

Les récentes déclarations de Salah Goudjil (*Le Soir d'Algérie* du mardi 19 juillet 2011), un moudjahid qui s'est investi totalement dans la vie du FLN, font ressortir que le parti, né le 1<sup>er</sup> novembre 1954, reste malheureusement attaché à une culture héritée du parti unique et à une organisation exsangue et cadavérique. Il ne parvient pas à se transformer en véritable parti politique bien ancré dans le multipartisme. Il s'accroche à des thèses complètement inadaptées au contexte régional et mondial. Il se retrouve en proie à l'entrisme du business électoral. Le débat interne est relégué aux calendes grecques et les questions essentielles sont souvent occultées et demeurent en suspens. Vingt ans après son passage du système unique au multipartisme, il s'est transformé tout simplement en un instrument dont on se sert pour briguer les mandats et assouvir les ambitions des uns et des autres dans un pays pourtant appelé plus que jamais à se métamorphoser sur le plan politique.

Aujourd'hui, on va jusqu'à contester la nature de parti politique

**Par Abdelkader Larbi, politologue.**

au FLN. Une question qui fait l'objet de débats qui n'en finissent pas. Pour beaucoup, le FLN est indiscutablement un parti politique, pour d'autres il ne l'est pas et il ne pourra pas l'être. Les raisons évoquées et les points de vue affichés sont multiples et aussi convaincants les uns que les autres. L'une d'elles fait dire qu'il est une entrave qui parasite l'avancée du processus démocratique du fait des manipulations auxquelles s'adonnent ceux qui l'ont pris en otage.

Il est vrai que le FLN tel qu'il est pose problème dans la vie politique de l'Algérie d'aujourd'hui. Mais tout de même, il reste un pilier de l'Etat surtout lorsqu'on prend en compte que l'Algérie souffre de l'absence de véritables forces politiques permettant le fonctionnement efficace d'un mode de gouvernement démocratique comme l'a souligné le politologue anglais Hugh Roberts dans une récente conférence tenue à Alger. Ce parti pourrait, à la faveur d'une modernisation organisationnelle et d'un aggiornamento idéologique, participer activement et vigoureusement à la construction d'un système multipartisan dynamique.

Pour cela, une voie semble se dessiner pour rebâtir un néo-FLN. Les signaux lancés par le Mouvement de redressement et d'authenticité (MRA), aile dissidente, sont déjà une annonce de bon augure. Wait and see.

A. L.